

L'influence française par la présence dans les institutions européennes

Auteur : Charles de Marcilly



Membre fondateur, seconde économie de la zone euro, pays moteur dans la plupart des décisions importantes, la présence et l'influence de la France sont d'abord historiques au sein de l'Union européenne. Forte de cette expérience, il serait logique de retrouver ses représentants au premier rang des attributions des principales institutions que sont la Commission européenne, le Parlement ou le Conseil.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Fondation : Documentaire - Conférence/Art - Débat/Bruxelles - Notaires/Conférence
Crise financière : Grèce **Conseil européen** : USA **Commission** : Recherche
Parlement : Commissions bancaires - Boris Nemtsov - Parité - OLAF - Balkans - Transports routiers/Directive **Conseil** : Justice/Intérieur - Transports - Économie/finances - Emploi - Commerce - Eurogroupe **Cour de Justice** : Deutsche Börse/NYSE Euronext **Allemagne** : Préparation/G7 - Croissance **Espagne** : OTAN **France** : Pologne **Grèce** : Président **Irlande** : Croissance **Italie** : Réformes/Loi **Roumanie** : Pologne/Visite **Royaume-Uni** : Brexit **Suède** : Défense **Islande** : Éloignement/UE **Russie** : Annexion Crimée **Ukraine** : FMI - Allemagne/Visite **Conseil de l'Europe** : Arménie **ONU** : Méditerranée **Eurostat** : Énergie **Etudes/Rapports** : Contrefaçon **Publications** : Aides/UE - Géopolitique/UE - Economie/UE - Italie **Culture** : Expo/Paris - Expo/Turin - Expo/Liverpool - Médias

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Fondation :

Documentaire sur la coopération judiciaire et policière en Europe



Le film documentaire co-produit par la Fondation Robert Schuman avec le soutien de la Commission européenne et réalisé par Olivier Ballande, sera diffusé le 17 mars sur France 2. Le film traite de la coopération judiciaire et policière en Europe, en suivant les étapes du démantèlement d'un réseau de prostitution à l'échelle européenne qui proposait sur Internet des escort girls recrutées dans les pays de l'Est.

Cinq pays sont impliqués (la France, la Hongrie, la Roumanie, Chypre et la République tchèque) et près de trois ans ont été nécessaires au tournage du documentaire... [Lire la suite](#)

L'art et le sens commun européen



Dans le cadre d'une conférence organisée à Florence le 19 et le 20 mars, intitulée "Pourquoi transmettre la connaissance des arts?", Thierry Chopin, directeur des études de la Fondation, interviendra sur "l'art et le sens commun européen"... [Lire la suite](#)

Conférence "Religion et Politique dans une société libre"



Une conférence sur le thème "Religion et Politique dans une société libre", organisée par la Fondation Robert Schuman, la Fondation Hanns Seidel et Forum Brussels International, se tiendra à Bruxelles le 19 mars. Le Professeur Thomas Schirrmacher, président du Conseil International de la Société internationale pour les droits de l'homme, et Khalid Hajji, secrétaire général du CEOM (Conseil européen des Ouléma Marocains), interviendront respectivement sur les thèmes "Fondamentalisme - Quand la religion devient violence" et "Le Puritanisme religieux et la violence dans un contexte de migration post-moderne", interventions qui seront suivies d'un débat... [Lire la suite](#)

Conférence : croissance et régulation



Le Conseil des Notariats de l'Union européenne (CNUE) organisera le 24 mars prochain une conférence sur le thème "croissance et régulation", conjointement avec la Fondation Robert Schuman. Les discussions s'organiseront autour de deux panels "La régulation sert-elle la croissance ?" et "Comment réguler efficacement?". La conférence se tiendra à la Représentation du Land de Baden-Württemberg à Bruxelles et plusieurs personnalités y participeront telles que Johannes Jung, Chef de la Représentation du Land Baden-Württemberg auprès de l'UE, Jean Tarrade, président du CNUE ou encore Jean-Paul Gauzès, ancien Député européen et membre du Conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Visite du Premier ministre grec à l'OCDE



Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a rencontré le 12 mars à Paris le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría. M. Tsipras est revenu sur la dette publique de son pays, la définissant "insoutenable". En même temps, M. Tsipras a affirmé sa volonté de poursuivre sur la voie des réformes dans le but de faire de la Grèce "un pays normal", dans le contexte européen et de la zone euro. Ils ont signé un document commun pour une coopération plus étroite entre la Grèce et l'organisation internationale... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Donald Tusk rencontre Barack Obama à Washington



Le président du Conseil européen Donald Tusk a rencontré le président américain Barack Obama à Washington le 9 mars. La crise ukrainienne a été au cœur de leur entretien. Barack Obama a souligné le travail réalisé par Angela Merkel et François Hollande dans le cadre des Accords de Minsk, accords qui risquent cependant de ne pas aboutir à une désescalade concrète sans "la mise en oeuvre d'une surveillance scrupuleuse". Donald Tusk a rappelé que les liens entre l'Europe et les Etats-Unis étaient essentiels à la gestion des conflits auxquels ils devraient faire face, qu'il s'agisse du conflit en Ukraine ou de la lutte contre le terrorisme... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Commission :

713 millions d'euros pour 372 nouvelles bourses de recherche



La Commission européenne a annoncé, le 12 mars, la mise en place de 372 nouvelles subventions pour des projets de recherche pour un montant total de 713 millions d'euros. Ces bourses pourront atteindre 2 750 000 euros pour les projets nécessitant le plus de fonds, et seront accordées aux meilleurs projets scientifiques d'Europe de 38 nationalités différentes, afin de leur permettre de renforcer leurs effectifs et de faire avancer la recherche dans des domaines tels que l'autisme, la dyslexie, ou encore le rôle de la pesanteur dans l'univers. Ces fonds proviendront du programme de recherche et développement Horizon 2020. Carlos Moedas, Commissaire à la Recherche, la Science et l'Innovation, a voulu souligner les bénéfices mutuels que tireront les chercheurs et l'Union européenne de ces investissements : "Avec un projet de cette ampleur, nous faisons de l'Europe le plus important laboratoire au monde. Nos meilleurs chercheurs bénéficient d'un financement de l'Union européenne, et à son tour l'Europe bénéficie chaque jour de nouvelles connaissances"... [Lire la suite](#)

Parlement :

Paiements par carte bancaire : le Parlement met fin à l'opacité des commissions

Les commissions demandées par les banques aux détaillants pour



procéder aux paiements des clients seront plafonnées conformément à des dispositions européennes, suite au vote le 10 mars de la législation par 621 voix, contre 26 et 29 abstentions. Le plafond, qui s'appliquera aux paiements nationaux et transfrontaliers, devrait se traduire par une réduction des coûts pour les utilisateurs... [Lire la suite](#)

Meurtre de Boris Nemtsov : les députés pour une enquête internationale indépendante



Le meurtre de l'homme politique russe de l'opposition, Boris Nemtsov, doit faire l'objet d'une enquête internationale indépendante, ont affirmé les députés européens dans une résolution adoptée le 12 mars. Il s'agit de "l'assassinat politique le plus marquant de l'histoire russe récente", ajoutent-ils, avertissant que la propagande du Kremlin mène la Russie vers "un État marqué par la répression, les discours de haine et la peur"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les députés invitent les Etats membres à oeuvrer pour l'égalité homme-femme



Les députés européens ont adopté une résolution non législative par 441 voix, contre 205 le 10 mars, selon laquelle les politiques doivent changer pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. De nombreux progrès restent à faire, notamment en ce qui concerne les inégalités de rémunération, les "plafonds de verre" sur les carrières des femmes, leur manque d'indépendance économique et la protection du droit et de l'accès à l'avortement. La résolution évalue la situation en 2013 et met en évidence les défis politiques clés concernant les droits des femmes. Les députés ont invité les Etats membres à appliquer la directive sur la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, à promouvoir des politiques éducatives encourageant les femmes à entreprendre des carrières dans les domaines des TIC et des sciences ainsi que le partage des responsabilités familiales et le congé paternité rémunéré... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Président du Parlement européen saisit l'Office de lutte anti-fraude à l'encontre du Front National



Le 9 mars, le Parlement européen a saisi l'Office de lutte anti-fraude (OLAF) à propos d'éventuelles irrégularités financières commises par le parti français Front National. Il est en effet reproché à ce parti de verser des salaires issus du budget européen à des assistants de parlementaires européens, qui travailleraient pour le parti en France et non pas pour les députés au Parlement européen. Ainsi, en février, l'administration du Parlement européen a pris connaissance de l'organigramme du parti français Front national et a constaté la présence de 20 assistants de députés européens à des postes officiels alors que ceux-ci doivent travailler à l'exercice du mandat parlementaire des députés européens. Les instances du Parlement doutent de la véracité de leurs fonctions, au vu d'éléments tels que leur adresse, puisqu'ils sont enregistrés au siège du parti à Nanterre ou aux informations disponibles sur le site internet du FN... [Lire la suite](#)

Évaluation de la situation politique et économique des Balkans



Les députés européens ont adopté 4 résolutions le 11 mars, afin d'évaluer les progrès de réformes réalisés en Serbie, au Monténégro, en Macédoine (ARYM) et au Kosovo en 2014. Ils soulignent globalement les problèmes persistants concernant l'état de droit, la corruption, la discrimination, la mise en oeuvre des réformes structurelles. Concernant la Serbie, ils se félicitent de l'engagement du gouvernement serbe vers l'intégration européenne, mais soulignent que ce processus manque encore de transparence, et ces efforts doivent être poursuivis afin d'aligner ses politiques étrangères et de sécurité sur celles de l'UE, notamment à l'égard de la Russie. Le Kosovo doit inscrire comme priorité le renforcement de l'état de droit, l'indépendance du système judiciaire, et se doit de lutter contre la corruption. Le Monténégro tient un rôle de premier plan en tant que seul pays de la région à ouvrir et clôturer provisoirement des chapitres de négociation avec l'UE. Les députés se félicitent de l'alignement total du Monténégro avec la politique commune de sécurité et de défense de l'UE, mais affirment que des progrès restent nécessaires pour lutter contre la corruption, assurer l'indépendance du système judiciaire et garantir la liberté d'expression et des médias. Enfin, concernant la Macédoine, les députés demandent pour la neuvième fois au Conseil de fixer une date, sans plus tarder, pour lancer les négociations d'adhésion avec Skopje, sous peine de miner la crédibilité de la politique d'élargissement de l'UE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le Parlement européen se prononce sur les véhicules routiers



Le 10 mars, le Parlement européen a finalement adopté la directive poids-lourds qui avait été proposée par la Commission européenne en avril 2013. En mettant l'accent sur la sécurité routière et le respect de l'environnement, la directive impose que les nouveaux poids-lourds respectent un poids et des dimensions maximales et interdit les véhicules aux dimensions excessives (" mega-camions "). Les camions devront également respecter des conditions de forme, être aérodynamiques, afin de réduire les risques d'accident et être moins polluants. Cette directive a fait l'objet de longues négociations au sein du Conseil des ministres, ceux-ci ne parvenant pas à s'accorder sur la date de mise en œuvre effective de ces règles. Un accord a tout de même été trouvé pour 2022 et la directive doit encore être approuvée par le Conseil des ministres des Transports en juin prochain... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du Conseil Justice et Affaires intérieures



Les ministres de la Justice et de l'Intérieur se sont réunis à Bruxelles les 12 et 13 mars. Sur la question de la régulation des flux migratoires, les ministres ont souligné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des actions du Groupe de Travail en Méditerranée. Ils sont ainsi convenus de renforcer la surveillance aux frontières maritimes et terrestres en augmentant les ressources, et ainsi les capacités fonctionnelles, de l'agence Frontex, afin de permettre à la fois une lutte efficace contre les réseaux criminels de passeurs et une meilleure coopération avec les pays tiers. Ils se sont prononcés sur les mesures prioritaires à mettre en place dans la lutte contre le terrorisme : renforcement de l'application du cadre de Schengen, lutte contre la radicalisation sur Internet, lutte contre le trafic illicite d'armes à feu et intensification de la coopération internationale. Ils ont adopté une orientation partielle sur le règlement général sur la protection des données... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil en matière de Transports.



Les ministres des Transports, réunis le 13 mars à Bruxelles, ont examiné des propositions pour libéraliser les services aux passagers et renforcer la gouvernance des infrastructures ferroviaires. L'objectif est de progresser vers une plus grande compétitivité du secteur ferroviaire européen. La présidence lettone a également abordé le troisième Dialogue Asie-Europe (ASEM, Asia-Europe Meeting) consacré aux transports, qui se déroulera à Riga le 29 et le 30 avril, et qui aura pour thème le développement des transports entre l'Europe et l'Asie... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil Affaires économiques et financières



Les ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne se sont réunis le 10 mars à Bruxelles, ont accordé deux années supplémentaires à la France pour ramener son déficit public sous le seuil des 3% du PIB. En effet, bien que ce soit la troisième fois que le Conseil lui accorde un délai supplémentaire de réajustement de son déficit, les ministres ont voulu souligner les efforts budgétaires déjà fournis par la France. Ils ont arrêté leur position en vue des négociations avec le Parlement européen sur le Fonds européen pour les investissements stratégiques... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs



Lors du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs le 9 mars, les ministres ont examiné les aspects relatifs à l'emploi et à la politique sociale du programme du Semestre européen 2015. Les ministres ont approuvé des mesures concernant le financement des systèmes de protection sociale, précisant que les systèmes de protection sociale existants devraient être réformés pour assurer leur durabilité. Ils sont également parvenus à des conclusions concernant la mise en place d'un marché du travail européen plus inclusif. Les ministres ont finalement adopté un cadre stratégique sur la santé et la sécurité au travail pour 2014-2020, comprenant notamment l'amélioration de la sécurité au travail et une réponse aux défis posés par le vieillissement des effectifs... [Lire la suite](#)

Publication du mandat de négociation de l'Accord sur le commerce des services

Le Conseil a publié le 10 mars les lignes directrices pour les



négociations de l'accord sur le commerce des services sur Internet (TISA). Le 29 janvier dernier, Cecilia Malmström, commissaire en charge du Commerce, avait adressé un courrier à Edgar Rinkevičs, ministre letton des Affaires étrangères, dont le pays assure actuellement la Présidence tournante du Conseil de l'UE, afin que le Conseil permette la publication du mandat de négociation qui a été donné à la Commission dans le cadre de l'Accord sur le commerce des services. Cet accord vise à libéraliser le commerce des services, et il réunit 23 membres de l'OMC, dont l'UE, qui représentent ensemble 70 % du commerce mondial des services... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'Eurogroupe insatisfait des propositions de réformes grecques



C'est plus de deux semaines après la demande par la Grèce de la prolongation du plan d'aide européen que l'Eurogroupe s'est réuni le 9 mars. Les 19 ministres des finances de la zone euro avaient exhorté la Grèce à présenter un programme de réformes en échange du plan d'aide de 7 milliards d'euros, mais "très peu de progrès ont été faits en deux semaines", selon le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, qui ajoute que si la Grèce a présenté des propositions "sérieuses", le plan de réformes est "loin d'être complet". Les discussions techniques ont débuté dès le 11 mars pour ne pas perdre de temps. Un entretien entre Alexis Tsipras et Jean-Claude Juncker a eu lieu le 13 mars à Bruxelles... [Lire la suite](#)

Cour de Justice :

Le Tribunal confirme l'interdiction de concentration entre Deutsche Börse et NYSE Euronext



Le tribunal de l'Union européenne a rejeté le 9 mars le recours déposé par l'opérateur de la Bourse de Francfort, Deutsche Börse, contre la décision de la Commission européenne d'interdire sa fusion avec NYSE Euronext. La Commission, gardienne de la concurrence en Europe, avait mis son veto en février 2012 à ce projet de fusion de Deutsche Börse avec l'opérateur transatlantique, qui gère les places de New York, Paris, Bruxelles, Amsterdam ou encore Lisbonne. Elle estimait que cette fusion aurait créé une situation de quasi-monopole sur le marché international de produits financiers dérivés européens. Dans son arrêt rendu, le tribunal "considère qu'aucun des arguments avancés par Deutsche Börse ne permet de remettre en cause les conclusions de la Commission sur la définition du marché pertinent", et que cette dernière "n'a pas commis d'erreur de droit ou d'appréciation" en considérant que les produits dérivés négociés en Bourse et ceux négociés de gré à gré faisaient partie de marchés distincts... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Les dirigeants de l'OMC, du FMI, du BIT et de l'OCDE réunis à Berlin



Une réunion de haut niveau s'est tenue à Berlin le 11 mars entre les principaux acteurs économiques européens et internationaux autour de la chancelière allemande, Angela Merkel. Le secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría, le directeur général de l'OMC Roberto Azevedo, le directeur général du BIT Guy Ryder, la directrice générale du FMI Christine Lagarde et le président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim étaient notamment présents pour discuter des enjeux économiques internationaux. Les objectifs communs aux dirigeants des principales organisations économiques internationales sont la gestion des risques géopolitiques, qui menacent la croissance économique, la lutte contre le virus Ebola, dont le cap des 10 000 morts a été franchi le 10 mars, les droits liés au travail et à la parité homme femme, intimement liés au processus de croissance économique, et la lutte contre le chômage des jeunes. Les dirigeants ont également souligné que les efforts à fournir seraient conséquents, et qu'un programme de réformes ambitieux devrait être mis en place... [Lire la suite](#)

Perspectives économiques allemandes pour 2015



La Chancelière allemande, Angela Merkel, était présente, le 13 mars, à la Conférence annuelle à Munich sur les perspectives de l'économie allemande en 2015. La Chancelière a annoncé que la croissance allemande en 2015 est prévue pour atteindre 1,5%, au-dessus de la moyenne européenne, et elle a déclaré que "la situation économique générale est satisfaisante". Les perspectives économiques allemandes et européennes sont meilleures en 2015 qu'elles ne l'étaient en 2014, selon la Chancelière, et notamment grâce à la baisse du prix des hydrocarbures et à la politique monétaire de l'Union. La conférence était également l'occasion de présenter

la politique économique du gouvernement allemand pour 2015. Une réforme de l'impôt successoral est prévu, en dialogue avec les entreprises. Mme Merkel a également souligné la nécessité de développer la "digitalisation" de l'économie allemande avec le thème de "l'industrie 4.0". Enfin, elle a réitéré son soutien aux négociations pour le Partenariat Transatlantique pour le commerce et l'investissement, qui est un élément important pour lutter contre les problèmes de croissance en Europe. Elle a tenu à rassurer les opposants à ce traité en affirmant que les standards en matière de protection du consommateur et de l'environnement ne seraient pas lésés... [Lire la suite](#)

Espagne :

Visite du Secrétaire général de l'OTAN en Espagne



Le 12 mars, le secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, s'est rendu à Madrid, afin d'évoquer la réponse de l'Alliance aux nouveaux défis de sécurité. M. Stoltenberg a entre autres remercié l'Espagne pour les nombreuses contributions qu'elle fournit à l'Alliance, citant plus particulièrement sa participation à la mission de police du ciel au-dessus des pays baltes, le déploiement de sa batterie de missiles Patriot en Turquie et l'accueil de navires de défense antimissile sur sa base navale de Rota. Après avoir rencontré le premier ministre, M. Mariano Rajoy Brey, le secrétaire général a été reçu par Sa Majesté le roi Felipe VI. S'exprimant aux côtés du ministre des Affaires étrangères, M. José Manuel García-Margallo, à l'occasion d'une conférence de presse faisant suite à son entretien avec lui, M. Stoltenberg a qualifié l'Espagne d'"Allié fidèle", qui "fait beaucoup pour notre sécurité commune". Le secrétaire général a par ailleurs déclaré : "l'OTAN s'adapte aux défis auxquels elle est confrontée. Nous sommes en train de faire passer sa Force de réaction de 13 000 à 30 000 hommes, soit plus du double." Il a ajouté que l'Alliance travaillait aussi à la mise en place d'une nouvelle formation de réaction rapide de 5 000 hommes, appelée "fer de lance". M. Stoltenberg a indiqué qu'en 2016, l'Espagne sera le premier Allié à diriger cette force. Il a qualifié le rôle de premier plan joué par l'Espagne de "signal fort de la solidarité des Alliés", qui atteste par ailleurs que "les Européens assument la responsabilité de leur propre sécurité"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

Manuel Valls en visite officielle en Pologne



Le Premier ministre français Manuel Valls a rencontré jeudi 12 mars le président polonais Bronislaw Komorowski pour discuter des questions de sécurité en Europe. La rencontre portait principalement sur la crise ukrainienne, la politique russe vis-à-vis de l'Ukraine et la menace terroriste grandissante en Europe. Les deux pays s'accordent sur la nécessité de travailler ensemble à renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense au sein de l'UE et à renforcer l'OTAN... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Grèce :

Investiture du président grec, Prokypis Pavlopoulos



Prokypis Pavlopoulos, le nouveau président de la République grec, s'est engagé le 13 mars à lutter contre la pauvreté et le chômage, pour la Grèce mais aussi "pour l'Europe elle-même". "Nous devons tous contribuer à la lutte contre les fléaux de la pauvreté et du chômage", a déclaré M. Pavlopoulos, professeur de droit public, peu après son investiture... [Lire la suite](#)

Irlande :

Croissance de 4,8% en Irlande en 2014



L'Irlande a enregistré une croissance de 4,8% en 2014, la plus vigoureuse de toute l'Union européenne, l'ex-tigre celtique connaissant une forte reprise depuis sa sortie du plan d'aide international qui l'avait sauvé de la banqueroute il y a cinq ans, a annoncé le 12 mars l'institut statistique irlandais. Pour 2015, l'Irlande pourrait encore connaître la croissance économique la plus rapide de toute l'UE : son produit intérieur brut (PIB) pourrait grimper de 3,5% d'après l'UE et de 3,9% d'après Dublin... [Lire la suite](#)

Italie :

La réforme constitutionnelle en Italie a été approuvée en 1ère lecture



Avec 357 voix pour, 125 contre et 7 abstentions, la Chambre des députés italienne a approuvé le 10 mars le projet de loi constitutionnelle qui vise à favoriser une plus grande stabilité gouvernementale en réduisant notamment les pouvoirs du Sénat et qui met fin au "bicamérisme parfait". La réforme vise aussi la réduction du nombre des parlementaires, l'abolition du Conseil national de l'économie et du travail (CNEL) et la révision du titre V de la partie II de la Constitution. Le texte doit maintenant retourner au Sénat... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Roumanie :

Visite du président roumain à Varsovie



Le Président roumain, Klaus Iohannis, était en visite officielle en Pologne les 12 et 13 mars. Il a rencontré son homologue polonais, Bronislaw Komorowski, afin de discuter de la coopération entre les deux pays et la situation de la région. Dans une conférence de presse commune, les deux chefs d'Etats ont déclaré vouloir établir des liens plus étroits entre leurs pays. Dans le contexte de la crise ukrainienne et d'une agressivité renouvelée de la Russie vis-à-vis de l'Europe, le thème de la sécurité était central dans la visite. Le Président polonais a déclaré "Je pense que ce partenariat est une nécessité absolue étant donné la situation dans notre région de l'Europe, qui a été témoin d'un changement négatif profond en matière de sécurité". De son côté, le Président roumain a parlé de leurs "intérêts communs dans cette région d'Europe, qui connaît de sérieux défis". La déclaration commune, signée par les deux parties, devrait fournir, selon le Président polonais, un cadre satisfaisant pour établir des liens plus étroits et une coopération dans différents secteurs, notamment la défense... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

L'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown met en garde contre le Brexit



Dans une interview réalisée pour le journal The Guardian, l'ancien Premier ministre Gordon Brown met en garde contre les conséquences du Brexit (British Exit, ou la sortie du Royaume-Uni de l'UE) qui aurait pour effet de placer le Royaume-Uni dans la même situation que la Corée du Nord dans ses relations avec ses voisins européens. Pour lui, le pays se retrouverait "sans amis, sans influence, avec peu de nouveaux échanges commerciaux et encore moins de nouveaux investissements". Sur le plan géopolitique, une telle situation diviserait l'UE, renforcerait la Russie et détournerait les Etats-Unis du Royaume-Uni en matière d'échanges commerciaux. Une telle déclaration, qui intervient à deux mois des élections législatives du 7 mai, est une réponse à la promesse de David Cameron d'organiser un référendum pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE en cas de victoire aux législatives... [Lire la suite](#)

Suède :

Les ministres de la défense nordiques signent un nouvel accord de coopération



Les ministres de la défense de la Suède, du Danemark, de la Finlande et de la Norvège ont signé une version mise à jour de l'accord de "Cooperation in the Defence Materiel Area". Ce nouvel accord s'adapte aux directives de défenses européennes (directive sur les marchés publics de la défense et directive sur le transfert d'équipement militaire). Ce nouvel accord rend possible la coopération dans plus de domaines concernant la défense et des contrats liés à l'industrie de la défense. Le ministre de la défense suédois et Président de NORDEFECO (Nordic Defence Cooperation) s'est dit "satisfait" de ce nouvel accord, qui est une "étape importante" pour plus de coopération... [Lire la suite](#)

Islande :

L'Islande annonce le retrait de sa candidature à l'Union européenne



L'Islande a annoncé, le 12 mars, avoir retiré sa candidature auprès de l'Union européenne, deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique qui promettait de mettre un terme au processus lancé en 2009. Le ministre des affaires étrangères, Gunnar Bragi Sveinsson, a déclaré dans un communiqué avoir fait part de cette décision à la Lettonie, qui préside le Conseil de l'Union et qui en a informé la Commission européenne. "Les intérêts de l'Islande sont mieux servis en dehors de l'Union européenne", a écrit le ministre. Le principal problème concerne les quotas de pêche, piliers de l'économie islandaise. De nombreuses personnes ont manifesté contre cette décision... [Lire la suite](#)

Russie :

Poutine révèle son plan sur l'annexion de la Crimée



Lors d'un entretien pour un documentaire de la chaîne d'Etat russe, Rossiya 1, Vladimir Poutine affirme avoir préparé l'intervention des forces russes dans l'est de l'Ukraine pour "sauver" l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovytch. Le chef de l'Etat déclare également avoir demandé à ses services secrets et aux forces armées de préparer le "retour de la Crimée à la Russie". Ces déclarations ont été faites dans la nuit du 22 au 23 février 2014, plusieurs semaines avant la déclaration d'indépendance du Parlement de Crimée (11 mars) et la tenue du "référendum" sur le rattachement à la Russie (16 mars)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Le FMI approuve le prêt de 15,5 milliards € à l'Ukraine



Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a annoncé le 11 mars que le Conseil d'administration du FMI a accepté le prêt de 12,348 milliards de DTS (soit 17,5 milliards \$ ou 15,5 milliards €) à l'Ukraine. Ce nouvel accord élargi de quatre ans concourra à la stabilisation économique immédiate de l'Ukraine et soutiendra l'application d'un vaste ensemble de réformes de fond visant à rétablir une croissance économique vigoureuse à moyen terme et à améliorer les conditions de vie de la population ukrainienne. Mme Lagarde a constaté que "les autorités ukrainiennes continuent à faire preuve d'une ferme volonté de réforme.... [Lire la suite](#)

Visite du président ukrainien en Allemagne.



Le président ukrainien Petro Porochenko est depuis le 15 mars en visite en Allemagne, ce pour une durée de deux jours. Il doit rencontrer dans la journée la Chancelière Angela Merkel et d'autres dirigeants allemands. M. Porochenko a profité de ce séjour pour rendre visite à la communauté ukrainienne de Dresde, et notamment les soldats ukrainiens blessés. Le 15 mars, M. Porochenko a par ailleurs accordé une interview au quotidien allemand Bild, dans lequel il a affirmé que les accords de paix de Minsk "ne fonctionnent pas" dans l'est séparatiste du pays, où un combattant ukrainien a été tué le 15 mars et où des violations quotidiennes du cessez-le-feu sont enregistrées. "Chaque jour, il y a des tirs de la partie russe, souvent plus de 60 par jour, au total le cessez-le-feu a été bafoué 1.100 fois". "La vérité, c'est que l'accord (de Minsk) ne fonctionne pas (...) Minsk est pour nous un espoir, pas la réalité", a encore ajouté le président. Cette visite intervient alors que la péninsule ukrainienne de Crimée va fêter le premier anniversaire de son intégration à la Russie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil de l'Europe :

Rapport du commissaire aux droits de l'Homme sur l'Arménie



Le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, a publié un rapport sur sa visite en Arménie en octobre 2014 dans lequel il constate différents manquements aux droits de l'Homme et l'absence de réelles investigations sur ces abus. Il dénonce principalement la forte inégalité entre les sexes, les violences faites aux femmes, et les défaillances du système judiciaire arménien. Il invite donc à l'adoption de mesures pour lutter contre la discrimination, à une augmentation de la participation féminine dans la vie publique et politique et à une égalité des sexes sur le marché du travail. Il recommande finalement une plus grande implication du système judiciaire dans l'investigation des violences faites aux femmes, la mise en place de sanctions adéquates et d'une législation plus protectrice des victimes. Des réformes sont actuellement en cours pour permettre une justice indépendante, impartiale et effective en Arménie qui promeut pleinement les droits de la défense... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

ONU :

Le HCR exhorte à une action européenne en mer Méditerranée



Le 12 mars, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a envoyé une série de propositions concrètes à l'Union européenne pour gérer les problèmes posés par les flux migratoires en Méditerranée. En 2015, environ 470 personnes sont mortes en tentant de rejoindre les côtes européennes (contre 15 à la même période en 2014). Dans sa lettre à l'Union européenne, António Guterres, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, propose notamment l'établissement d'une opération européenne sur le modèle de l'opération italienne Mare Nostrum qui a pris fin en 2014

pour être remplacée par une mission européenne Triton. Le HCR exhorte également l'Union européenne à assurer un soutien aux réfugiés une fois arrivés en Europe tout en évitant que quelques pays doivent en assumer seuls la responsabilité principale...

[Lire la suite](#)

Eurostat :

La part des énergies renouvelables en hausse de 15% en 2013



La part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'Union européenne a augmenté de 15% en 2013, selon une étude Eurostat. La part des énergies renouvelables a atteint 15% dans l'Union européenne, alors qu'elle n'était que de 8,3% en 2004.

L'objectif à atteindre pour l'Union européenne d'ici 2020 s'élève à 20%, et chaque Etat membre a son propre objectif (qui prend en compte à la fois les différences dans les situations de départ et les potentiels d'énergies renouvelables propres aux différents Etats). La Suède reste leader dans le domaine, avec 52,1% de sa consommation d'énergie issue de sources renouvelables, suivie de la Lettonie (37,1%), de la Finlande (36,8%) et de l'Autriche (32,6%). Le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont loin d'atteindre leurs objectifs pour 2020, avec une part d'énergies renouvelables comprises entre 3,6% et 5,1%. Trois Etats européens ont déjà atteint leurs objectifs pour 2020 : la Suède, la Bulgarie et l'Estonie... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

L'OHMI dénonce la contrefaçon dans le secteur des cosmétiques



L'Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), l'agence européenne de propriété intellectuelle, a publié le 10 mars un nouveau rapport dans lequel elle dénonce les effets néfastes de la contrefaçon pour l'emploi sur le marché des cosmétiques. Sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, la contrefaçon fait perdre chaque année aux fabricants, fournisseurs et distributeurs près de 9,5 milliards d'euros, ce qui équivaut à une perte de 80 000 emplois dans le secteur. Elle implique également une perte de 1,7 milliard d'euros de recettes publiques correspondant à l'impôt sur le revenu et la TVA qui ne sont pas versés à l'État. L'Espagne et l'Italie arrivent en tête des pays les plus affectés par la contrefaçon sur le marché des cosmétiques. Ce document s'inscrit dans une série de rapports à venir qui auront pour objectif de montrer l'incidence négative de la contrefaçon dans tous les secteurs de l'économie européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Publications :

"Guide des aides de l'Union européenne"



Thierry Cornillet, avocat à la Cour, ancien député européen, publie, en collaboration avec Christophe Pons l'édition 2015 du "Guide des aides de l'Union européenne", aux éditions Les Grilles d'Or. Ce guide édité depuis 2006 et réactualisé chaque année répond à un double souci. Son premier objectif est de permettre de repérer si l'on peut être bénéficiaire d'une aide européenne et de s'y retrouver dans les différents programmes, projets, fonds et instruments. Sa seconde vocation est de témoigner que l'Union européenne est proche des préoccupations de ses concitoyens. Si l'UE n'a pas vocation à s'occuper de tous et à tout financer, elle est néanmoins très présente concrètement. Chaque année elle redistribue 95% de son budget à des porteurs de projets... [Lire la suite](#)

"Géopolitique de l'Europe"



Gérard-François Dumont, professeur à Paris-Sorbonne, et Pierre Verluise, directeur de Diploweb.com, ont co-écrit un ouvrage sur la géopolitique européenne. "Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural" est paru le 11 mars aux Presses universitaires de France. Cet ouvrage a pour tâche d'analyser les enjeux géopolitiques de l'Union européenne en étudiant sa géographie, son histoire et ses constructions institutionnelles. Les crises qui entourent l'Europe ont également amené les auteurs à s'interroger sur "les autres Europe", des pays candidats à la Russie. L'étude contient également une réflexion prospective sur l'avenir géopolitique de l'Europe... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

"Les politiques économiques européennes"

"Les politiques économiques européennes", réalisé sous la direction de Michel Dévoluy et Gilbert Koenig, a été réédité. Cet ouvrage de référence, accessible au grand public, couvre l'ensemble des champs de



la politique économique européenne (budget, monnaie, emploi, etc.). Chaque politique est analysée, par les différents économistes qui ont participé, sur ses fondements, ses résultats et ses perspectives. Cette deuxième édition augmentée permet de prendre en compte les bouleversements institutionnels survenus après l'échec de la Constitution européenne (2005), l'adoption du traité de Lisbonne (2007) et l'éclosion de la crise financière (2008)...

[Lire la suite](#)

Italie : le chemin escarpé des réformes



L'Institut de l'Entreprise a publié "Italie : le chemin escarpé des réformes". L'auteur, Charles Trottmann, décrit l'état de la troisième économie de la zone euro, avant et après la crise, ainsi que les efforts du gouvernement pour redresser le budget et restaurer la compétitivité du pays. "Homme malade de l'Europe", l'Italie est entrée affaiblie dans la crise financière qui a eu essentiellement deux impacts : une chute violente de la production industrielle en 2009 et la crise de la dette souveraine en 2011. Dans la préface de l'ouvrage, Michel Pébereau, président d'honneur de BNP Paribas, souligne que tout montre que "le pays est capable de se transformer". Il s'agit sans doute du cas d'école le plus proche de celui de la France, et l'expérience italienne est riche d'enseignements... [Lire la suite](#)

Culture :

La victoire de Samothrace



Après plus d'un an de rénovation, le Louvre propose du 5 mars au 15 juin 2015 la redécouverte de la victoire de Samothrace, chef d'œuvre de la sculpture grecque. Daté du tout début du II^e siècle avant J.-C., ce monument constitue une offrande dédiée aux Grands Dieux élevée dans le sanctuaire de l'île de Samothrace à la suite d'une bataille navale. La restauration de la statue entre 2013 et 2014 a permis d'améliorer l'assemblage du monument et de nettoyer les différents marbres utilisés dans sa réalisation. Le musée a également souhaité redonner tout son lustre à l'une des mises en scène les plus réussies du Louvre en restaurant aussi les escaliers, parois et voûtes qui servent de cadre au monument... [Lire la suite](#)

Modigliani et la bohème de Paris



La Galerie d'Art Moderne et Contemporain de Turin accueille jusqu'au 19 juillet, l'exposition "Modigliani et la bohème de Paris". L'exposition présente l'atmosphère culturelle unique créée par l'"Ecole de Paris" autour de la figure centrale de Amedeo Modigliani. 90 chef-œuvres de Modigliani et des autres artistes de l'envergure de Brancusi, Soutine, Utrillo, Chagall, Surville, Picasso, racontent cette expérience artistique. Les œuvres sont issues des plus importantes collections publiques et privées d'Europe et en particulier des collections du Musée National d'Art Moderne - Centre Pompidou de Paris, en coopération avec lequel l'exposition a été organisée... [Lire la suite](#)

Leonora Carrington



Le musée Tate à Liverpool organise une exposition du 6 mars au 31 mai 2015 sur le thème de Leonora Carrington. L'exposition retrace les moments-clés de la vie artistique de la peintre britannique à travers ses œuvres. Fille d'un riche industriel britannique, née en 1917, Leonora Carrington est une des figures majeures du mouvement surréaliste, aux côtés de Salvador Dali et Max Ernst. L'exposition permet de découvrir autant son œuvre de personnages excentriques et fantastiques que sa vie personnelle. De son rejet, en 1935, de l'éducation bourgeoise à sa période mexicaine, en passant par sa relation avec Max Ernst dans les cercles surréalistes de Paris et New York, sa vie évoque autant le goût de l'innovation et du fantastique que son art. Cette exposition coïncide avec l'année 2015 du Mexique, au Royaume-Uni... [Lire la suite](#)

Sept journaux européens lancent leur alliance



Sept journaux européens ont lancé officiellement le mardi 10 mars à Bruxelles leur accord de coopération, baptisé LENA (Leading European Newspaper Alliance). El País en Espagne, Die Welt en Allemagne, La Repubblica en Italie, Le Soir pour la Belgique, Le Figaro en France, le

Tages-Anzeiger et la Tribune de Genève en Suisse auront ainsi un système d'échange d'articles et pourront lancer ensemble des enquêtes à l'échelle européenne et travailler sur des projets liés aux technologies de l'information, telles que les applications mobiles, etc. Parmi les objectifs de LENA, il y a celui de former et consolider une opinion publique européenne... Lire la suite

[Autre lien](#)

L'Agenda :

16
Mars

16 mars
Bruxelles
Conseil "affaires étrangères"
Bruxelles
Conseil "Agriculture & pêche"

16
Mars

16 au 19 mars
Bruxelles
Parlement européen, semaine de commissions

17
Mars

17 mars
Bruxelles
Conseil "affaires générales"

19
Mars

19 et 20 mars
Bruxelles
Conseil européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Leslie Biaggi, Romain Denninger, Flora Dumont,
Noémie Rossi, Francesca Tortorella

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)